

Réponse de RTE à la consultation publique de l'ARCEP

Relative à l'analyse des marchés des services de capacités

Introduction

RTE, entreprise en charge du Réseau de Transport d'Electricité, assure sur tout le territoire national une mission de service public essentielle au bon fonctionnement du pays. Désignée par la loi française comme seule responsable, elle se doit d'être la garante de la sûreté de fonctionnement du système électrique français et de la qualité de fourniture de l'électricité aux utilisateurs du réseau de transport. La loi du 15 janvier 1906 et le décret du 29 juillet 1927 lui imposent ainsi d'établir et d'entretenir à ses frais un réseau téléphonique et de signaux pour assurer la sécurité de l'exploitation. Dans ce but, RTE a développé un réseau de télécommunications dit « Réseau de Sécurité », dédié aux applications industrielles d'exploitation des ouvrages électriques, pour lequel il s'appuie en partie sur des services de capacités à interfaces traditionnelles.

Le présent document constitue la réponse de RTE, en tant qu'utilisateur du marché de détail des services de capacité, à la consultation publique de l'ARCEP. Il comprend une première partie explicitant les grandes caractéristiques du réseau de sécurité RTE, et une seconde partie comprenant une réponse point par point aux questions de la consultation.

PREMIÈRE PARTIE : LE RÉSEAU DE SÉCURITÉ RTE ET SON ÉVOLUTION

[Partie relevant du Secret des Affaires]

DEUXIÈME PARTIE : RÉPONSE À LA CONSULTATION

La numérotation suivante reprend celle de la consultation publique.

Question 1 : délimitation du marché de détail des services de capacités :

✓ Inclusion de l'ensemble minimal et des autres liaisons louées jusqu'à 2Mb/s dans le même marché

RTE confirme que l'ensemble des liaisons louées jusqu'à 2Mb/s sont, pour certains usages, substituables entre elles.

Les cas de non-substituabilité sont les services de liaisons louées analogiques utilisées par nos applications de téléprotection, qui sont les seules offres de capacité à interfaces analogiques proposant des délais de transmission inférieurs à 10 ms. A titre indicatif, RTE utilise à ce jour environ 1300 liaisons louées analogiques de ce type.

Par ailleurs, comme cela avait été précisé par le groupe EDF lors de sa contribution à la précédente consultation publique de 2006, « cette substituabilité reste assujettie à un compromis coût/besoin, sachant que les contraintes applicatives d'EDF portent principalement sur la disponibilité des LL (IMS, GTR), des délais de transmission faibles (< à 10 ms dans le cas le plus critique), des débits faibles (9,6 kb/s -> 64 kb/s) ».

✓ Inclusion des liaisons louées jusqu'à 2Mb/s et des liaisons louées de plus de 2Mb/s dans le même marché

Les liaisons louées de plus de 2Mb/s ne sont pas substituables, du côté de la demande de RTE, aux liaisons louées de l'ancien ensemble minimal, et ce pour les raisons suivantes :

- Comme expliqué précédemment, les liaisons louées analogiques ne présentent pas les mêmes caractéristiques techniques que les liaisons numériques, notamment en ce qui concerne les contraintes de délais de transmission (<10ms).

- La tarification est fonction du débit, et donc beaucoup plus élevée pour les liaisons de débit supérieur à 2Mb/s. Les applications de RTE fonctionnent à des débits faibles, la substitution de liaisons louées bas ou moyen débit par des liaisons louées haut débit entraîne donc une « surperformance » et donc un surcoût pour RTE non justifié.

Par ailleurs, la substituabilité du côté de l'offre ne semble pas avérée, particulièrement dans les zones peu denses. Les liaisons louées de débit supérieur à 2Mb/s utilisent en effet des réseaux en fibres optiques, dont le déploiement dans les zones peu denses, à faible potentiel économique, dans lesquelles se trouvent la majorité des sites RTE, semble peu probable à moyen terme.

✓ **Inclusion des liaisons louées et des services de capacité avec interfaces alternatives dans le même marché**

Les services de capacités à interface alternative ne sont pas substituables, du côté de la demande de RTE, aux liaisons louées traditionnelles, et ce pour les raisons suivantes :

- Les caractéristiques techniques des liaisons louées analogiques ne sont pas répliquables par les services de capacité à interface alternative, notamment en ce qui concerne le délai de transmission (<10 ms).
- Les conditions de distribution ne sont pas équivalentes. Alors que les liaisons louées traditionnelles sont disponibles avec les mêmes caractéristiques sur l'ensemble du territoire, RTE constate qu'il est souvent nécessaire d'apporter des adaptations particulières aux services de capacité à interface alternative pour le raccordement des sites situés en zone peu dense.
- RTE fait le constat d'une plus forte évolutivité des technologies utilisées par les services de capacité à interface alternative, ce qui n'est pas toujours compatible avec les contraintes techniques et les délais de migration de RTE.

✓ **Exclusion des réseaux privés virtuels IP du marché pertinent des services de capacité**

RTE confirme l'exclusion des réseaux privés virtuels IP du marché des services de capacité, bien que ces derniers puissent constituer une alternative aux liaisons louées traditionnelles dans le cas de certains usages.

Du côté de certains usages de RTE, les services de capacité à interfaces traditionnelles de débit inférieur à 2 Mb/s ne sont pas substituables aux autres services de capacité, et forment ainsi un marché à part.

Question 2 : délimitation du marché de gros du segment terminal

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 3 : délimitation du marché de gros du segment interurbain

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 4 : délimitation géographique des marchés

Le marché de détail des services de capacité apparaît bien être un marché national, sans distinction entre les différentes zones du territoire, quel que soit leur potentiel attractif.

Question 5 : pertinence du marché de détail pour la régulation ex-ante de l'Autorité

Dans la présente consultation, l'Autorité conclut à l'absence de nécessité de réguler le marché de détail des services de capacités, sur la base de la réfutation des critères suivants :

- Existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée :

RTE s'inscrit en total accord avec les constats développés par l'Autorité au §II.C.2, concernant la présence de « barrière économique à l'entrée très élevée » sur le marché de détail des services de capacité, la position dominante de France Télécom, et les coûts de changement d'opérateurs élevés qui inciteraient les entreprises à contractualiser sur le long terme.

Cependant l'introduction d'offres de gros et le développement du dégroupage, présentés dans ce même paragraphe comme facteurs mélioratifs par l'Autorité, ne diminuent pas du point de vue de RTE les barrières à l'entrée du marché de liaisons louées traditionnelles, dans la mesure où cela concerne en majorité les nouveaux services et les zones à fort potentiel économique.

Les barrières à l'entrée du marché des services de capacité traditionnels pour les sites en zone rurale semblent donc bien élevées et non provisoires.

- Absence d'évolution vers une situation de concurrence effective au cours de la période visée :

L'Autorité fait le constat d'un mouvement de fond assurant à long terme une situation de concurrence effective sur le marché de détail des services de capacité.

Cependant RTE remarque que les sites concernés en priorité par cette montée de la concurrence sont généralement situés dans de grandes agglomérations, zones à fort potentiel économique. De même, les services du marché concurrentiel sont aujourd'hui principalement les services de capacité à interface alternative.

RTE doute ainsi que la concurrence sur les services de capacité traditionnels soit amenée à se développer dans les trois années à venir, période que couvre la présente consultation, et ce d'autant plus que la majorité des sites RTE sont situés dans des zones peu denses à faible attrait économique pour les opérateurs.

En raison de la domination de France Télécom et l'absence d'évolution de la concurrence sur le marché de détail des services de capacité à interfaces traditionnelles, RTE propose afin d'éviter toute dérive (coûts...) et garantir une situation contrôlée, de conserver la régulation ex-ante actuelle de ce marché.

Question 6 : Pertinence du marché de gros du segment terminal pour la régulation ex-ante de l'Autorité

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 7 : Pertinence du marché de gros du segment interurbain pour la régulation ex-ante de l'Autorité

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 8 : Analyse de puissance sur le marché de gros du segment terminal

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 9 : Analyse de puissance sur le marché de gros du segment interurbain

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 10 : Obligations imposées à France Télécom sur le marché de gros du segment terminal

Les obligations proposées par l'Autorité semblent pertinentes.

RTE insiste sur l'importance de maîtriser les coûts proposés par France Télécom aux autres opérateurs, afin de permettre à ces derniers de proposer des offres concurrentielles, notamment dans les zones peu denses.

RTE porte par ailleurs une attention toute particulière au respect des obligations de l'alinéa 6 de l'article L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques, cité au § IV.A., et qui concernent une partie des liaisons louées traditionnelles de son réseau de sécurité.

Question 11 : Imposition à France Télécom de proposer les offres de gros pour le raccordement des éléments de réseaux

En addition aux différents éléments développés par l'Autorité, RTE souhaite porter l'attention sur le point suivant. Il semble important de pouvoir garantir les caractéristiques des offres de gros de raccordement sur une durée supérieure à la période d'application de la présente analyse. Sans engagement durable de durée de la part de France Télécom, il est en effet impossible pour les opérateurs alternatifs de proposer des offres sur mesure sur le long terme, alors même que les coûts de changement d'opérateurs, élevés, inciteraient les entreprises à contractualiser sur le long terme.

Question 12 : Offres existantes dans le cadre du déploiement de boucles locales optiques

Pas de remarque particulière sur la question.

Question 13 : Obligations imposées à France Télécom concernant la qualité de services des offres de gros du segment terminal

RTE considère que les obligations imposées à France Télécom sont pertinentes.

Il est de fait extrêmement important que France Télécom respecte sans condition les engagements de services, afin de garantir un service de qualité au client final. Etant donné les enjeux, un **contrôle des moyens** mis en œuvre par l'opérateur historique pour assurer la qualité de service requise pourrait être mis en place pour prévenir tout dysfonctionnement du service final.

Question 14 : Obligations de comptabilisation des coûts et séparation comptable

Pas de remarque particulière sur la question.